

L'EDUCATION NATIONALE EN URGENCE ABSOLUE

*Les parents d'élèves mobilisés aux côtés des enseignants le 26 janvier
demandent des moyens pour l'école publique
et le report des épreuves de spécialités pour le Bac 2021*



ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS DE SEINE). La FCPE 92 soutient le mouvement des enseignants du mardi 26 janvier et **appelle les parents d'élèves à manifester aux côtés des enseignants**. Nous demandons notamment **des moyens à la hauteur des enjeux** pour l'école publique **le report sans délai au mois de juin des épreuves de spécialités** - initialement prévues en mars - pour les terminales qui préparent le nouveau Baccalauréat dans des conditions catastrophiques.

Ces élèves ont été **doublement pénalisés** par la crise sanitaire - en première l'an dernier et en terminale cette année - et étrennent une réforme lancée dans la précipitation dans un contexte de réduction de postes.

Faute d'anticipation, **les adaptations locales du protocole sanitaire ont encore creusé les inégalités et en créent de nouvelles** dans les lycées (mais aussi dans les collèges, certains ayant adopté une organisation hybride) : si certains établissements sont restés à 100% des cours en présentiel, d'autres ont fait le choix du 80% pour les terminales, avec 100% des spécialités en classe, les moins bien lotis sont à 50% depuis novembre. Au-delà de la rupture du principe d'égalité dans le cadre d'un examen national, la quantité de travail demandée aux lycéens est insoutenable. Les enseignants eux-mêmes considèrent qu'il serait déraisonnable de maintenir ces épreuves au printemps avec des programmes au pas de course, un premier confinement, **quand bien même les élèves auraient eu cours normalement: le socle de connaissances transmises dans la précipitation ne permettra pas aux élèves d'aborder la suite de leurs études sereinement**.

Comme le relève le rapport de la commission d'enquête parlementaire pour "mesurer et prévenir les effets du Covid-19 sur les enfants et la jeunesse", **la non-fréquentation des établissements porte gravement préjudice aux élèves les plus en difficulté**. Notre jeunesse est notre avenir. Pourtant, la politique du "quoiqu'il en coûte" du Président Emmanuel Macron ne semble pas valoir pour l'Education Nationale. Nous le constatons au quotidien dans les établissements que ce soit **en maternelle, en élémentaire, au collège, au lycée: non remplacement d'enseignants; manque de surveillants; pénurie d'AESH...**

L'école publique est en état d'urgence absolue. Le 26 janvier, nous serons aux côtés des personnels de l'Education pour défendre l'intérêt de tous les enfants.

Contacts:

ABDELKRIM MESBAHI
06 52 70 95 42

KATALIN LHOMME
06 75 02 73 38